Conférence Episcopale Nationale du Congo
« CENCO »

« AMBASSADEURS DU CHRIST »
(2 Co 5, 20)
DANS LES MILIEUX POLITIQUES

Lettre des Evêques catholiques de la RD Congo aux Acteurs politiques catholiques à l'occasion du jubilé d'or de l'Indépendance du pays (1960-2010)



Editions : Secrétariat Général de la CENCO
B.P. 3258 Kinshasa-Gombe 2010

Conférence Episcopale Nationale du Congo
« CENCO »

« AMBASSADEURS DU CHRIST »
(2 Co 5, 20)
DANS LES MILIEUX POLITIQUES

Lettre des Evêques catholiques de la RD Congo aux Acteurs politiques catholiques à l'occasion du jubilé d'or de l'Indépendance du pays (1960-2010)



Editions : Secrétariat Général de la CENCO
B.P. 3258 Kinshasa-Gombe 2010

Dépôt légal n° XQ 3.01007-57144
E-mail : cenco2009^yahooir

Chers fils et filles dans la foi,
Chers frères et sœurs dans le Christ,

Préambule

1. A l'occasion du jubilé d'or de l'Indépendance de notre pays, nous, Archevêques et Evêques, vos Pères dans la foi, réunis en session ordinaire de l'Assemblée plénière de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), venons nous adresser spécialement à vous, Acteurs politiques catholiques, hommes et femmes, vous qui avez la lourde responsabilité d'être, de par votre baptême et votre confirmation, les « *ambassadeurs du Christ»* (2 Co 5, 20) dans les milieux politiques.

2. Heureuse coïncidence ! Ce Cinquantenaire tombe la veille des élections générales dans notre pays et au lendemain de la deuxième Assemblée pour l'Afrique du Synode des Evêques qui s'est tenue à Rome du 4 au 25 octobre 2009. Deux moments importants aussi bien pour la vie du pays que de l'Eglise.

But de notre adresse

3. Le Synode a eu un message[1] fort pour les laïcs en général et pour les politiques en particulier : « *Vous êtes l'Eglise de Dieu dans les lieux publics de notre société. Grâce à vous; la vie et le témoignage de l'Eglise sont rendus plus visibles au monde* » (n. 22). Nous voulons nous en faire l'écho non seulement pour y attirer votre

[1] *L'Eglise en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et la paix.* Message final de la IIe Assemblée spéciale du Synode des Evêques pour l'Afrique.

attention, mais aussi puisque nous sommes convaincus que, en tant que domaine des décisions fondamentales, la politique reste le haut lieu de la pratique de la charité. C'est elle qui englobe les autres activités, les conditionne et fait passer dans les faits les différentes conceptions de la vie, même celles qui heurtent notre conscience, [/image de la RD Congo aujourd'hui est le fruit de différentes politiques mises en œuvre depuis le 30 juin 1960 à ce jour.

4. lin cinquante ans d'Indépendance, le Congolais a fini par croire qu'il ne peut rien pour son pays comme son pays ne peut rien pour lui. A force de l'entendre, il s'est mis dans la tête qu'il est incapable de créer, d'inventer ou d'innover. Cette perte de confiance en soi mine tous les efforts pour le développement. Le Congolais ne sait plus voir les réalisations positives dont il doit être fier. Le jubilé est un moment favorable pour les recenser et les mettre en valeur. Conscient de ses réussites, il reprendra confiance en lui-même, cessera de se sous-estimer, se mobilisera et sera prêt à se sacrifier pour la grandeur du Congo, son beau pays. Dans ce contexte, les élections sont une chance offerte pour placer dans les hautes sphères politiques de « *saints politiciens qui combattent la corruption, travaiiient pour le bien du peu pie et savent mobiliser les autres hommes et femmes de bonne volonté pour s'allier contre les maux* » (Idem n. 23) qui rongent son pays.

5. Dans ce pays, il a existé et il existe des hommes et des femmes politiques dont la Nation doit s'enorgueillir, notamment les Pères de l'Indépendance. Aujourd'hui, en tant que Pasteurs, notre but est d'encourager toute action et tout engagement politique efficace pour l'avenir de la Nation.

Raisons de l'éveil politique

6. 11 est vrai que les coups d'Etat, la dictature, les guerres à répétition, la politique politicienne, la corruption généralisée et les promesses fallacieuses comme modes de gestion de la société ont fini par éclipser tout ce que le pays en cinquante ans d'Indépendance a offert de bon et de beau. Mais, fêter un jubilé dans la vie d'un individu, comme dans celle d'une institution ou d'un pays est une grâce. Cette année est une année de grâce ! En môme temps que nous remercions le Seigneur pour ses bienfaits en faveur de notre pays, nous sommes heureux de constater qu'un effort louable a été entrepris pour ne pas réduire le cinquantenaire de l'Indépendance aux réjouissances populaires ou folkloriques. Une place non moins négligeable a été réservée à l'interrogation, à la remise en question et à la projection. D'où venons-nous ? Où sommes-nous? Où allons-nous? Autant de questions qui méritent qu'on s'y arrête pour éviter, dans l'avenir, puisque les mêmes causes produisent les mêmes effets, de retomber dans les travers du passé ou de rester à tourner en rond. L'au-delà du cinquantenaire risque de n'être que la répétition ou la réplique de la situation d'avant le cinquantenaire.

7. Ce questionnement prend une autre allure quand on sait que ce jubilé d'or coïncide avec l'organisation des élections générales dans notre pays. N'est-ce pas là un moment propice pour ceux qui sont appelés à l'exercice du pouvoir par la confiance des concitoyens, selon les règles démocratiques, au lendemain du cinquantenaire de l'Indépendance? Ils devront se montrer capables de diriger la RD Congo dans le respect de la vision des Pères de l'Indépendance qui, une fois en pos-

session de leur terre, « *une terre plantureuse et vaste (...) une terre qui ruisselle de lait et de miel* » (Ex 3, 8), caressaient le rêve de vivre dans un pays libre, un pays toujours *« plus beau qu'avant* », comme nous le chantons dans notre hymne national. Ils ne le souhaitaient pas pour une minorité seulement, mais pour tous les habitants, quels que soient le travail et le rang social. 11 est plus que temps de relever ce défi. Autant à l'Indépendance il n'y avait pas d'élites préparées pour diriger le pays ; autant aujourd'hui, au moment de fêter le jubilé d'or de l'Indépendance, on semble ne pas avoir une élite capable de gérer la chose publique. Pourtant, ce ne sont pas les compétences qui manquent. Nous sommes peinés au constat qu'on n'a pas su gérer l'héritage de l'Indépendance.

8. Longtemps mis sur la sellette, puisque depuis l'accession de notre pays à l'Indépendance, vous, Acteurs politiques catholiques, hommes et femmes, avez toujours été présentés à tort ou à raison comme ceux qui ont présidé aux commandes de l'Etat, vous devez aujourd'hui vous réveiller et rester éveillés pour conformer votre vie à votre foi. Votre crédibilité en dépendra. Aussi le Psalmiste écrit-il : « *Quand les justes se multiplient, le peuple est en liesse ; quand les méchants dominent, le peuple gémit* » (Ps 29, 2). Maintenant que vous avez pris conscience de votre « *part de responsabilité dans la médiocrité généralisée* »[2] quia caractérisé les cinquante ans de notre Indépendance, l'échec n'est plus permis.

[2] Cf. CF.AL, *Enjeux pour une démocratie participative : Rôle du leadership efficace.* Actes du Premier Atelier des Acteurs Politiques Catholiques du 21 au 23 mai 2004, Centre Catholique Nganda, Editions du Secrétariat Général de la CENCO, Kinshasa, p. 201.

On attend que vous soyez plus des témoins que des maîtres[3] . Thomas More[1], patron des responsables de gouvernement et des hommes politiques et, au sens large, de tous ceux qui sont engagés dans la vie publique, fut martyr pour la vérité chrétienne, la vérité selon laquelle « *l'homme ne peut pas se séparer de Dieu, ni la politique de la morale* »[5].

Noblesse de l'engagement politique

9. S'engager en politique, c'est s'engager à servir (cf. Mt 20, 26-28). Dans ce sens, la politique ne peut en aucun cas être rabaissée à la course aux honneurs et à l'argent. Sinon elle devient une trahison permanente de l'excellence, du service et de la promotion du bien commun qui empêche de chercher les privilèges, le secours abusif et de s'abandonner aux délices de Y Etat-Providence. La multiplicité des privilèges et des exceptions donne finalement à penser à un Etat sans lois quand ce n'est pas carrément à l'inexistence de l'Etat[0].

10. Si l'action politique est un moyen efficace d'influer sur l'histoire, son enjeu, qui est un défi exaltant, est la création d'une société où les citoyens ont le souci de reconnaître en chacun un frère ou une sœur

---

[3] Cf. PAUL VI, Exhortation apostolique *Evangelii nuntiandi*, n. 41.

[4] Martyr. Thomas More a vécu de 1478 à 1535. Lorsque le roi Henri VIII rompit avec Rome afin de pouvoir divorcer, et fonda l'Eglise anglicane, le chancelier More désapprouva son souverain et démissionna. Arrêté, il fut exécuté comme traître. L'Eglise le fête le 22 juin.

[5] JEAN-PAUL II, *Lettre apostolique en forme de «motu proprio» pour la proclamation de saint Thomas More comme Patron des responsables de gouvernement et des hommes politiques*. La Documentation Catholique, 3 décembre 2000, n. 2237.

[6] CENCO, *Année Bienheureux Isidore BAKANJA, Année de sanctification et de témoignage suivie de l'Exhortation aux laïcs catholiques*, Kinshasa, Editions du Secrétariat Général de la CENCO, 2008, p. 9.

et de le traiter comme tel. Aussi l'Eglise présente-t-elle rengagement politique comme l'une des plus hautes formes de charité. Vous avez donc, en tant que laïcs catholiques, l'obligation d'y prendre part[7]. « *Les accusations d'arrivisme, d'idolâtrie du pouvoir, d'égoïsme et de corruption, qui bien souvent sont lancées contre les hommes du gouvernement, du parlement; de la classe dominante, des partis politiques, comme aussi l'opinion assez répandue que la politique est nécessairement un lieu de danger moral, tout cela ne justifie pas le moins du monde ni le scepticisme ni l'absentéisme des chrétiens pour la chose publique* »[8]. Vous êtes là devant un devoir d'amour. Vous n'avez plus les raisons de vous en dérober.

11. En effet, prétendre aimer ses frères et ses sœurs et refuser de s'engager à leur service en servant la communauté est non seulement un contresens répréhensible, mais aussi et surtout une démission devant l'exigence de témoignage de foi. Que chacun puisse librement s'exprimer et agir en vue du bien commun, seul ou dans les partis politiques, le gouvernement et le parlement est un droit et un devoir. Le bien commun, faut-il le rappeler, comprend aussi bien le bien propre de la collectivité prise en bloc que l'ensemble des moyens que toute la société doit procurer à chacun de ses membres pour être pleinement humain. En ce sens, il est plus que la somme des intérêts particuliers souvent contradictoires entre eux[9].

---

[7] CENCO, *Directoire sur la nouvelle évangélisation et la catéchèse dans la perspective de l'Eglise Famille de Dieu A l'usage des agents de l'évangélisation et de la catéchèse en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, Editions du Secrétariat Général de la CENCO, 2001, n. 160.

[8] JEAN-PAUL II, Exhortation apostolique, *Christifideles laici*, n. 42.

[9] Cf CONSEIL PONTIFICAL, «JUSTICE ET PAIX», *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise*, Città del Vaticano, Libreria Editrice Vaticana, 2004, n. 164.

12. Nous profitons de ce jubilé d'or de l'Indépendance pour vous appeler à un engagement politique en vue d'un idéal, celui du bien commun, plutôt que pour les intérêts égoïstes. Notre idéal à nous chrétiens, c'est le Christ. Il nous rappelle à tout moment que la meilleure façon d'aimer c'est servir. Si vous gardez les yeux fixés sur le Seigneur Jésus vous réussirez absolument à passer de la politique des dons à la politique du don de soi ; de la politique au service de ses intérêts à la politique au service de la Nation, celle qui, dans la gestion de la chose publique, se soucie d'abord et avant tout, en tout et pour tout, du bien commun. Ainsi vous ferez de notre pays un havre de paix, de justice et d'amour.

13. Voilà pourquoi la politique retrouve ses titres de noblesse dans l'instauration des conditions institutionnelles pour la coexistence pacifique et féconde entre les hommes à l'intérieur d'une vie démocratique et de liberté publique. Mais quand la soif du pouvoir et des richesses, le positionnement et le clientélisme jouent au mépris de la prospérité du peuple et de la Nation, les services de base, notamment les salaires, la sécurité sociale, la sécurité alimentaire, sont condamnés à n'être que des vœux pieux. L'acteur politique se laisse gangrener par l'insatiable soif du pouvoir et de la vanité, l'enfermant dans un univers d'intrigue et de tromperie. La politique redevient alors le domaine du mensonge et qui ne peut être fréquenté que par des gens qui ont perdu le sens de l'honneur. On a vite cédé à la tentation d'attribuer la responsabilité de la mauvaise gestion de l'Etat aux intérêts étrangers. Le but inavoué, mais certain, est de nier la honteuse et tragique complicité des

dirigeants locaux[10] (cf. nn. 5 et 36). C'est aussi, vraisemblablement, cacher que la présence ou les interventions récurrentes des Organismes internationaux sont des signes évidents que, pour le bien commun, l'intérêt supérieur de la Nation, les politiques n'ont pas réussi à se mettre d'accord ou à harmoniser leurs points de vue.

Réhabilitation de l'action politique

14. Quitter la politique de l'immédiateté pour celle de la vision, la culture de la cueillette pour celle de l'approche programme est un impératif qui s'impose à tous. II est important, pour la vie de la démocratie, que les partis politiques s'organisent en pépinières de patriotes soucieux de la bonne marche de ce pays plutôt qu'en groupes de personnes plus portées à défendre leurs propres intérêts qu'à se dévouer au service du peuple. Nous vous invitons donc à en faire des lieux d'excellence et de patriotisme, des espaces où l'on cultive l'esprit de sacrifice, le sens de l'abnégation et le souci de l'autre. Que les places de commandement soient attribuées aux personnes sur base de leur mérite, compétence ou expérience ; des personnes désintéressées, décidées à résister à la corruption, au népotisme, au favoritisme et au clientélisme. Que les services de sécurité s'emploient à protéger la population plutôt qu'à la brimer.

15. Cette interpellation pressante n'ignore pas que les milieux politiques sont des lieux des tensions multiformes provoquées par le dilemme permanent entre, d'une part, le choix de dominer, de chercher et d'exercer le pouvoir pour le pouvoir, avec la violence

[10] Message final de la II[ème] Assemblée

et le mensonge comme armes ; et, d'autre part, celui de servir selon l'enseignement de l'Eglise en s'opposant à la violence, à la haine et à l'égoïsme. Face à ce choix, le chrétien se retrouve dans une situation difficile qui requiert un grand courage puisqu'il risque d'être relégué au ban de la société politique. Il en va donc de sa propre survie politique. Dans ces conditions, la tentation de faire comme les autres est très forte : se servir de l'analphabétisme, de la misère et de l'immaturité politique du peuple comme marchepied pour conquérir et garder le plus longtemps possible le pouvoir, utiliser la Parole de Dieu et même les autorités religieuses pour justifier des pratiques manifestement opposées à la volonté de Dieu, se faire complice des décisions injustes en affirmant que bien qu'y étant personnellement opposé on ne saurait imposer ses convictions aux autres. Pourtant **être catholique « revient à témoigner que la foi constitue la seule réponse valable [...] aux problèmes et aux espoirs que la vie suscite en chaque homme et en toute société»**[11]. En d'autres termes, être catholique ne se réduit pas à une certaine pratique religieuse ni à quelques choix très personnels d'ordre moral[12]. De toutes les façons, **pour être « acteur politique à part entière et vrai disciple du Christ »**[13] **, il faut une vie imprégnée de vérités de foi, des convictions religieuses profondes qui interdisent tout nomadisme politique s'adonnant à une sorte de transhumance éhontée, indigne d'un chrétien ou contraire aux exigences de l'engagement, tout simplement pour toujours se retrouver du « bon côté ».** Le 2e Synode pour l'Afrique invite les catholiques y ayant malheureusement failli « à se convertir, ou à quitter la scène publique, pour ne pas nuire au peuple ni entacher la réputation de l'Eglise catholique[14] » (n. 23).

---

[11] JEAN-PAUL II, Exhortation apostolique *Christifideles laici*, n. 34.
[12] CENCO, *Année Bienheureux Isidore BAKANJA*, n. 8.
[13] CENCO, *Année Bienheureux Isidore BAKANJA*, p. 9.
[14] Message final de la IIème Assemblée n°23

16. Nous attirons ainsi votre a
tâche, lourde tâche dont vous aurez à
Dieu, de réhabiliter l'action politique e
des valeurs évangéliques. Au nom de
effet, l'Eglise fixe des repères fondateurs
organisés autour de la valeur sacrée de la
solubilité du mariage, la promotion de la fa
déc sur le mariage entre un homme et une fe
l'impératif d'une solidarité entre riches et pauvres
s'agisse des personnes, des nations ou des générat
pour la dignité de la personne humaine, notamme
Elle appelle à se mobiliser pour l'unité de la famill
en ce qui concerne son droit inaliénable à la vie, à la
liberté, à l'éducation, au travail, à un salaire décent, à la
exigences morales fondamentales et incontournables, il
faut tenir compte de ce que « le témoignage chrétien
doit être considéré comme un devoir auquel on ne peut
se soustraire et qui peut aller jusqu'au sacrifice de la
vie, au martyre, au nom de la charité et de la dignité
humaine»[15].

Au cœur des choix politiques

17. Nous en appelons à votre responsabilité de-
vant Dieu et devant les hommes afin que vous mettiez
tout en œuvre pour organiser et assurer des élections
apaisées. Elles ont pour fondement un grand respect du
débat démocratique qui n'est ni démagogie ni anarchie.
En effet, la culture du débat politique se fonde sur la
tolérance et le respect de l'autre comme la démocratie
elle-même sur le respect des droits et des devoirs.

15 CF CONSEIL PONTIFICAL «JUSTICE ET PAIX», *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise* n. 570.

Cela suppose plus de vertu pour soumettre la décision du choix, ce qui n'est pas du tout facile, à la justice et à la vérité. Gardez-vous donc de transformer les joutes politiques et oratoires en moments d'injures publiques ou de culture de la haine. « *Aucune parole mauvaise ne doit sortir de votre bouche ; mais, s'il y en a besoin, dites une parole bonne et constructive, bienveillante pour ceux qui vous écoutent (...). Vous avez reçu en vous la marque du Saint-Esprit de Dieu : ne le contristez pas»* (Ep 4, 29-32). La RD Congo a connu trop de violences et de guerres à répétition pour ne pas souhaiter que la sagesse, la compréhension et la concorde au service du bien commun régissent définitivement la vie politique de notre pays.

18. En appelant aux élections crédibles, nous rappelons que notre rôle n'est pas de donner de consigne de vote ni de désigner des candidats à tel ou tel poste politique[16]. Nous n'allons pas non plus nous arroger le droit de vous pousser à la formation d'un « parti politique chrétien », ni d'un « parti politique chrétien catholique ». Ce serait contraindre tous les baptisés à y adhérer tout en jetant le discrédit sur les autres formations politiques qui, sans nécessairement utiliser le label chrétien ou catholique, pourraient être porteuses de valeurs évangéliques[1]'. Nous nous en tenons donc à la mission qui est la nôtre, celle d'interpeller chacun sur les motifs profonds de ses choix en rappelant que l'homme doit rester au cœur des choix politiques et que la loi doit impérativement viser la protection du plus faible.

Cf. CHNCO, *Pour une fin de transition apaisée. « Le peuple avait le coeur à l'ouvrage»* (Ne 3.38), Kinshasa. Editions du Secrétariat General de la CENCO, 2006, n

[11] Cf. CONSEIL PONTIFICAL «JUSTICE ET PAIX», *Compendium de la doctrine sociale de l'Eglise,* n 573.

19. Vous, Acteurs politiques catholiques, fils et filles de l'Eglise, vous avez le devoir de donner corps, dans l'exercice de vos fonctions, à l'option préférentielle de l'Eglise pour les pauvres. Pour nous, en effet, les retombées sociales pour les plus démunis constituent l'étalon ou la mesure invariable et irremplaçable de toute action politique. L'Ecriture ne cesse de le répéter: *« Certes, les pauvres ne disparaîtront point de ce pays; aussi je le donne ce commandement : Tu dois ouvrir ta main à ton frère, à celui qui est humilié et pauvre dans ton pays»* (Dt 15,11).. C'est le moment de vous dire que notre pays souffre non pas d'un manque de richesses, mais d'une absence de justice distributive. La solidarité n'existe que de nom. Pourtant, le riche qui s'occupe du pauvre connaît la paix. Il s'enrichit davantage.
« Heureux qui pense au pauvre et au faible : au jour de malheur, Yahvé le délivre» (Ps 41, 2).

Interpellations finales

20. Aussi sommes-nous convaincus que pour sortir notre pays de la misère, il est indispensable de lutter contre la corruption et de dénoncer l'impunité et la concussion qui l'entretiennent. Malheureusement, le mal a tellement pris de l'ampleur qu'il est devenu comme un mode de vie normal[1]*. On ne s'en étonne et ne s'en offusque que pour faire bonne figure[19]. La corruption a revêtu les formes du don ou des cadeaux. Elle s'apparente de plus en plus à la prime, aux commissions. Pour se faire élire, on rivalise d'ardeur dans les largesses et les libéralités.

---

[1]* Cf CENCO, *«Il est temps de nous réveiller»* (Rm 13, 11b) *Appel à la vigilance pour sauvegarder la souveraineté nationale et bâtir notre destinée*, Kinshasa, Editions du Secrétariat Général de la CENCO, 2009, n 5

[19] Cf CENCO, « *La justice grandit une nation* » (cf Pr 14, 34) *La restauration de la Nation par la lutte contre la corruption*, Kinshasa, Editions du Secrétariat Général de la CENCO, 2009, n 5

Comme les moyens personnels ne suffisent pas, il faut puiser dans la caisse de l'Etat, entretenir les commissions dans la passation des marchés ou recourir à des financements étrangers. Ceux qui vont écouter un « leader », un candidat, se déplacent non pour ses idées, ses convictions ou son idéal, mais parce qu'ils ont reçu ou espèrent recevoir quelque chose en retour. Ceux qui ont été élus, l'ont souvent été parce qu'ils se sont montrés les plus offrants. Une fois en fonclion, ils perpétuent les mêmes pratiques. Au lieu de renforcer les Institutions, de les autonomiser, on les fragilise, mais en en faisant des vaches à lait. D'où cette mise en garde des Ecritures: « *Tu n'accepteras pus de présents, car le présent aveugle les gens clairvoyants et ruine les causes justes*» (Ex 23, 8).

21. Sans nous opposer au don quand il est honnête, expression de la générosité, manifestation de la solidarité et pratique du partage, nous ne pouvons pas nous empêcher de rappeler que la politique du don n'a jamais développé un peuple, surtout quand il est la sève nourricière ou le fruit d'une corruption qui ne dit pas son nom. Elle a comme revers le maintien du

pauvre dans sa situation. Celui-ci finit, en effet, par penser qu'il ne peut rien par lui-même et qu'il doit tout attendre des autres. Elle entretient également la corruption dans la mesure où, quoi qu'on fasse, on ne saura pas toujours, de ses émoluments ou de son salaire, assurer certaines libéralités.

22. C'esl l'occasion d'affirmer fermement que la lutte contre l'impunité, « tolérance zéro », dans le but d'endiguer ou d'éradiquer la corruption à laquelle elle sert de support et de tremplin, ne sera d'un apport certain pour l'amélioration de la qualité de vie de la population que si, d'une part, la rigueur de la loi vise

les vrais responsables, et non les lampistes ou les fusibles et, d'autre part, si les citoyens arrivent à vivre de leur travail. Il faut un travail pour tous et un salaire décent pour chacun ! « *C'est tuer son prochain que de lui ôter la subsistance, c'est répandre le sang que de priver le salarié de son dû* » (Qo 34, 26-27).

23. Nous dénonçons vigoureusement la tendance qu'ont certains de s'engager dans des mouvements ésotériques[20] ou de s'adonner à l'occultisme qui n'est que ténèbres et obscurantisme. Peut-on en même temps être « *sel de la terre et lumière du monde* » (Mt 5, 13-14) et se cacher dans l'occultisme ? N'est-ce pas là une contradiction notoire aussi bien dans la pensée que dans les faits ? Comment voulez-vous travailler à la promotion de la vérité, de la justice et de la liberté si vous vous enfermez dans les carcans des sociétés secrètes qui, par définition, font vivre dans l'illusion, l'iniquité et la servitude ?

24. Nous ne pourrions non plus, en tant que Pasteurs, accepter que l'Eglise et la foi soient instrumentalisées par la politique. Nous condamnons fermement le vagabondage spirituel qui n'est rien d'autre que la conséquence de l'ignorance en matière de foi. Aussi vous invitons-nous avec insistance à faire de la *Sainte Bible* votre pain quotidien, du *Catéchisme de Vïlgiise Catholique* votre livre de chevet et du *Compendium de la Doctrine Sociale de l'Eglise* votre « bréviaire ». II n'y a pas d'âge pour apprendre; il n'y a pas de temps moins propice pour se former. Le renforcement des capacités concerne toutes les générations. En politique, allier ses connaissances scientifiques et humaines à

[20] Cf. CENCO, *Année Bienheureux isidore BAKANJA*, pp. 25-26.

une soiide formation spirituelle et morale est un atout pour la bonne gouvernance[21]. On doit cesser de naviguer à vue. Il faut rectifier le tir sinon nous ne ferons qu'hypothéquer l'avenir de notre pays. La présence catholique dans les hautes sphères de la politique doit aider, dans la dynamique du Synode et du Cinquantenaire, à apporter des changements qu'il faut pour un Congo nouveau. Cclui-ci a besoin d'hommes et de femmes pétris d'une probité morale à toute épreuve et d'une compétence intellectuelle doublée d'une expérience bien éprouvée. Il faut des hommes et des femmes « *capables d'affronter les grands défis du inonde moderne marqué par-la mondialisation et la complexité des problèmes*[22]*».* Ce qui exclut l'amateurisme qui, dans les hautes sphères politiques, conduit à la ruine de la Nation. « *Un roi sans instruction est la ruine de son peuple, une ville doit sa prospérité à l'intelligence des chefs* » (Qo 10, 3). Nous souhaitons donc que les Acteurs politiques catholiques, hommes et femmes, arrivent à trouver des moyens nouveaux et efficaces pour traduire la doctrine sociale de l'Eglise en culture de la politique, de l'économie et des milieux intellectuels.

---

[21] Cf. CENCO, *Année Bienheureux Isidore BAKANJA*, n. 8.

[22] CENCO, *Levons-nous et bâtissons* (Ne 2,18). *Pour un Congo nouveau*, Kinshasa, Editions du Secrétariat Général de la CENCO, 2006, n. 23.

Notre engagement comme Pasteurs

25. Nous nous réjouissons de constater que vos recommandations sur « *l'encadrement spirituel et doctrinal des leaders politiques catholiques* »[23] ont été rejointes par le Synode qui « *a fortement recommandé que les Eglises locales intensifient leur apostolat pour l'accompagnement spirituel de ceux qui travaillent au service de l'Etat, en créant pour eux des aumôneries* »[24]. Aussi sommes-nous disposés à nommer des aumôniers pour la classe politique.

26. Nous implorons la bénédiction du Seigneur sur vous. Nous lui demandons de vous envoyer son Esprit pour vous raffermir dans la foi. Qu'il vous amie du courage des martyrs dans l'exercice de vos fonctions. Que l'amour maternel de la Vierge Marie vous maintienne dans la fidélité aux engagements de votre baptême pour témoigner du Christ même dans les hautes sphères politiques. Le Bienheureux Isidore BAKANJA, laïc comme vous, votre frère de sang et dans la foi, vous a donné l'exemple à suivre : « *Pour moi, vivre c'est être chrétien* ».

Nous vous souhaitons une bonne année jubilaire. A chacun et à chacune, nous disons : «*Soyez sans crainte*» (Ml 14, 27) et relançons l'appel du Synode : « *Lève-toi, prends ton grabat et marche* » (Jn 5, 8).

Fait à Kinshasa, le 24 juin 2010

---

[23] CEAL, *Enjeux pour une démocratie participative : Rôle du leadership efficace*, p. 202

[24] Message final de la II ème Assemblée n°23 Lire aussi n°26

LES EVEQUES MEMBRES DE LA CONFERENCE EPISCOPALE NATIONALE DU CONGO PRESENTS A LA SESSION ORDINAIRE DE LA XLVI^e ASSEMBLEE PLENIERE

01. S.E. Mgr DJOMO Nicolas,	Evêque de Tshumbe, Président de la CENCO
02. S.E. Mgr BANGA Joseph,	Evêque de Buta, Vice-Président de la CENCO
03. S.E. Mgr MONSENGWO Laurent,	Archevêque de Kinshasa
04. S.E. Mgr KUMUONDALA Joseph,	Archevêque de Mbandaka-Bikoro
05. S.E. Mgr MADILA Marcel,	Archevêque de Kananga
06. S.E. Mgr MAROY François-Xavier,	Archevêque de Bukavu
07. S.E. Mgr Marcel UTEMBI,	Archevêque de Kisangani
08. S.E. Mgr Godefroy MUKENG,	Archevêque émérite de Kananga, Directeur National des OPM
09. S.E. Mgr NKINGA Louis,	Evêque de Lisala
10. S.E. Mgr MAEMBA Ferdinand,	Evêque de Lolo
11. S.E. Mgr MUNUNU Edouard,	Evêque de Kikwit
12. S.E. Mgr KEMBO Gabriel,	Evêque de Matadi
13. S.E. Mgr MULUMBA Gérard,	Evêque de Mweka
14. S.E. Mgr NGOY Nestor,	Evêque de Kolwezi
15. S.E. Mgr KALALA Jean-Anatole,	Evêque de Kamina
16. S.E. Mgr MOKOBE Joseph,	Evêque de Basankusu

17. S.E. Mgr DOMBA Richard, Evêque de Dungu-Doruma

18. S.E. Mgr NSIELELE Fidèle, Evêque de Kisantu

19. S.E. Mgr MASENGO Valentin, Evêque de Kabinda

20. S.E. Mgr KABOY Théophile, Evêque de Goma

21. S.E. Mgr NZALA Louis, Evêque de Popokabaka

22. S.E. Mgr KATAKA Janvier, Evêque de Wamba

23. S.E. Mgr MBUKA Cyprien, Evêque de Boma

24. S.E. Mgr MUDISO Gaspard, Evêque de Kenge

25. S.E. Mgr KASANDA Bernard, Evêque de Mbuji-Mayi

26. S.E. Mgr KASANDA Léonard, Evêque de Luiza

27. S.E. Mgr SIKULI Melchisédech, Evêque de Butembo-Beni, Administrateur Apostolique de Kasongo

28. S.E. Mgr BULAMATARI Dominique, Evêque de Molegbe

29. S.E. Mgr LEMBI Camille, Evêque d'Isangi

30. S.E. Mgr ANDAVO Julien, Evêque d'Isiro-Niangara

31. S.E. Mgr RUVEZI Gaston, Evêque de Sakania-Kipushi

32. S.E. Mgr AMBONGO Fridolin, Evêque de Bokungu-Ikela, Administrateur Apostolique de Kole

33. S.E. Mgr KWANGA Vincent de Paul, Evêque de Manono

34. S.E. Mgr IRINGI Dieudonné, Evêque de Bunia

35. S.E. Mgr MUTEBA Fulgence, Evêque de Kilwa-Kasenga

36. S.E. Mgr TSHITOKO Pierre Célestin, Evêque de Luebo

37. S.E. Mgr NGOY Oscar, Evêque de Kongolo

38. S.E. Mgr LEMBO Philibert, Evêque de Budjala

39. S.E. Mgr NGUMBI Willy, Evêque de Kindu

40. S.E. Mgr UNG'EYOWUN Etienne, Evêque de Bondo

41. S.E. Mgr MOKO EKANGA José, Evêque d'Idiofa

42. S.E. Mgr MUANDU Daniel, Evêque Coadjuteur de Matadi

43. S.E. Mgr KISONGA Edouard, Evêque Auxiliaire de Kinshasa

44. Monseigneur AVIKULI Sosthène, Administrateur diocésain de Mahagi-Nioka